

PRÉFECTURE DE LA MEUSE

Direction des Libertés Publiques et de la Réglementation
Bureau de l'Urbanisme et des Procédures Environnementales
40 rue du Bourg - B.P. 30512 - 55012 BAR-LE-DUC CEDEX - Téléphone 0 821 803 055 - Télécopie 03 29 79 64 49 -

Arrêté n° 2011-0493

Arrêté préfectoral de mise en demeure

Société E.B.T.P. à IPPECOURT et JULVECOURT

**Le PRÉFET de la MEUSE,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 514-1 et R. 512-33 ;

VU le décret du 3 août 2010 nommant Madame Colette DESPREZ, Préfet de la Meuse ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n° 96-540 du 26 mars 1996 modifié par l'arrêté n° 2008-0808 du 7 avril 2008 autorisant la société E.B.T.P. à exploiter sur les territoires des communes de JULVECOURT et d'IPPECOURT, une carrière à ciel ouvert de pierres calcaires ;

VU l'arrêté préfectoral n°2010-2492 du 13 décembre 2010 accordant délégation de signature à Monsieur Eric BOUCOURT, Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;

VU les constats effectués par l'inspection des installations classées de la DREAL lors de la visite de contrôle de la carrière susvisée réalisée le 2 mars 2011 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL n° RV/11/084 en date du 4 mars 2011 ;

CONSIDERANT que des dispositions de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation de la carrière ont été enfreintes, notamment les prescriptions des articles 7.1.3 – 7.1.4 – 7.1.7 – 7.1.8 et 7.1.9 ;

CONSIDERANT que le rejet des eaux pluviales ayant ruisselé sur la carrière dans le ruisseau la Cousances constitue un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ;

CONSIDERANT les dangers et inconvénients générés par le non respect des dispositions précitées pour la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} - Champ de la mise en demeure

La société E.B.T.P., dont le siège social est situé 35, route de Jalons – CHAMPIGNEUL – CHAMPAGNE (51 150), est mise en demeure pour sa carrière exploitée sur les territoires des communes de JULVECOURT et d'IPPECOURT :

- de respecter les dispositions suivantes prévues par l'arrêté préfectoral n° 96-540 du 26 mars 1996 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2008-0808 du 7 avril 2008, **dans le délai maximal de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté** :
 - Remettre en état et effectuer le curage de la fosse de rétention de 5 m³ de l'aire de lavage conformément à l'article 7.1.3.
 - Effectuer la vidange de la fosse septique par un organisme agréé conformément à l'article 7.1.4.
 - Réaliser et fournir à l'inspection des installations classées, les résultats des mesures piézométriques mensuelles conformément à l'article 7.1.7.
 - Réaliser les analyses physico-chimiques et de recherche d'hydrocarbures et fournir leurs résultats à l'inspection des installations classées conformément à l'article 7.1.8.
 - Réaliser les mesures de MES et hydrocarbures dans les eaux de ruissellement de la carrière et fournir leurs résultats à l'inspection des installations classées conformément à l'article 7.1.9.
- de solliciter auprès du Préfet, **dans le délai maximal de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, l'autorisation de rejet des eaux pluviales ayant ruisselé sur la carrière dans le ruisseau la Cousances conformément aux dispositions de l'article R. 512-54 II du Code de l'environnement. Cette demande d'autorisation devra être accompagnée d'une étude d'incidence de ce rejet sur ce cours d'eau.

Article 2 - Sanctions administratives

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement.

Article 3 - Recours

La présente décision ne peut être déférée que devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5, place de la Carrière – case officielle n° 38 – 54 036 NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant ; le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4 - Information et exécution

- le Secrétaire Général de la préfecture de la MEUSE,
- le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, à titre de notification, à la société E.B.T.P – 51150 CHAMPIGNEUL CHAMPAGNE et pour information, au Sous-Préfet de VERDUN et aux Maires d'IPPECOURT et JULVECOURT.

POUR COPIE CONFORME
Le Chef de Bureau délégué

Vassili OZORNY

BAR LE DUC, le 17 MARS 2011
Le PRÉFET

Par le Préfet,
Le secrétaire Général,

Eric BOUCOURT